

## Burundi : Les travailleurs humanitaires redoutent l'insécurité alimentaire

IRIN, 24 février 2011

Photo: Judith Barasuta/IRIN L'une des régions les plus touchées par le déficit alimentaire est la région de Bugesera, couvre les provinces nord de Kirundo et une partie de MuyingaBUJUMBURA - Selon les travailleurs humanitaires, la hausse des prix alimentaires, l'augmentation de la malnutrition et les conséquences de La Niña constituent les principales préoccupations humanitaires du Burundi, un pays qui entre en phase de développement après une phase post-conflit. « Nous ne pouvons pas prendre des raccourcis quand il s'agit de développement. Il nous faut absolument répondre aux besoins fondamentaux de la population, avant de passer à la phase suivante, » a dit IRIN Jean-Charles Dei, coordonnateur humanitaire suppléant pour le Burundi. « En tant que [membres de] la communauté internationale, nous suivons la situation, en essayant de nous concentrer sur des problèmes [tels que] les poches de choléra, de rougeole, de diarrhée et de malnutrition. »

Après la guerre civile des années 1990, le Burundi a entrepris son relèvement économique, mais pour les travailleurs humanitaires, il faudrait en faire beaucoup plus pour s'assurer que les besoins fondamentaux soient satisfaits. La guerre a privé la population de ses droits aux services de base comme la santé, l'éducation et l'assainissement. Les infrastructures ont été sérieusement endommagées et le peu qui reste intact n'a pas été entretenu, ce qui a des conséquences dramatiques sur la fourniture des services sanitaires, tandis que des maladies évitables et d'autres qui avaient disparu sont de retour. « Nous avons eu des cas de polio il y a quelques mois. Il y a aussi des cas de rougeole et de choléra qui ont atteint des proportions épidémiques, surtout parce que les gens n'ont que très peu accès à l'eau et à l'assainissement, » a dit M. Dei. « Dans certaines régions du pays, notamment les hautes terres, l'épidémie de choléra est continue. » Le taux de malnutrition chronique au Burundi est supérieur à 50 pour cent et 60 pour cent de la population est considérée comme sujette à l'insécurité alimentaire. Le déficit alimentaire Metho Niyongendako, consultant à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a dit que le déficit alimentaire du Burundi était d'au moins 400 millions de tonnes, et que certaines régions étaient en phase de crise. Le déficit dans d'autres régions, est du niveau de l'insécurité alimentaire, mais « il suffirait du moindre choc pour une insécurité alimentaire chronique », a dit M. Niyongendako. Les régions les plus touchées sont celle de Bugesera qui couvre les provinces nord de Kirundo et une partie de Muyinga ainsi que la région du Moso, avec les provinces orientales de Ruygi, Rutana, Canzuko et certaines parties de la province de Makamba. La récolte de la saison agricole 2011, connue sous le nom de saison A (de septembre à février) ne va pas améliorer la situation, à cause du phénomène de La Niña qui a frappé la plupart des régions souffrant d'insécurité alimentaire. Le dernier bulletin produit par le système d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire du pays indique que le déficit pluvial provoqué par La Niña dans certaines régions des hautes terres et les inondations qui y ont endommagé les récoltes ont compromis les chances d'une bonne récolte pour la saison A. Le 12 février, deux personnes sont mortes et 10 ont été blessées à Mena, commune de Kabezi au Bujumbura Rural, quand leur maison s'est écroulée suite à des pluies violentes. L'administrateur de Kabezi, Léonce Ndinzirindi, a dit que 100 maisons et plusieurs hectares de manioc, de haricots et de bananes avaient été détruits. L'accès à la nourriture reste donc un défi essentiel et une raison d'inquiétude pour la communauté humanitaire, car il pourrait compromettre les chances de stabilité du Burundi. « Si nous ne faisons pas particulièrement attention à l'alimentation, il se peut que ces gens, poussés par la pauvreté, aient recours à des mécanismes de survie négatifs ; ils risquent ainsi de se laisser facilement enrâler par des groupes armés ou des bandits, » a dit M. Dei. « C'est une situation que nous pouvons éviter ; c'est notre plus grand souci aujourd'hui dans ce pays. » Un film IRIN

En août 2000 a été signé au Burundi un accord de paix, qui mettait fin à plus d'une décennie de conflits ethniques et électorales locales et présidentielles ont eu lieu l'année dernière, mais la période post-électorale a été marquée par un croissant d'insécurité et de peur. Voir le film M. Dei a dit qu'il existait un plan national d'investissement pour la sécurité alimentaire gérés par la Banque mondiale. Dépendance de l'agriculture Un forum national sur l'agriculture nutrition est prévu cette année et devrait faire de la question de la faim et de la nutrition une des priorités du gouvernement. L'insécurité alimentaire pourrait aggraver une situation déjà fragile, car le conflit a sérieusement perturbé l'agriculture, en détruisant les semences et les infrastructures agricoles. Au moins 90 pour cent de la population dépend de l'agriculture qui est le principal moyen de subsistance ; les taux démographiques élevés et la rareté des terres sont des facteurs supplémentaires qui aggravent l'insécurité alimentaire. Selon M. Dei, le Programme alimentaire mondial (PAM) suit les personnes les plus vulnérables et a mis en place un système de cartographie qui permet de détecter le moment où la situation devient critique. Il a indiqué que le PAM était aussi en train d'étudier « un nouveau système d'argent liquide et de coupons qui permettra aux groupes vulnérables d'acheter les denrées de base dont ils ont besoin durant cette période de prix élevés. » Depuis le début 2011, le prix du fuel est passé de 1 750 à 1 900 francs burundais (1,54 dollar) le litre et celui du kilo de riz de 1 000 (0,80 dollar) à 1 300 francs burundais (1,04 dollar). « La communauté internationale devrait regarder avec attention ce qui se passe au Burundi, parce que la pauvreté et les conséquences considérables de la crise socio-politique pourraient provoquer des tensions sociales, » a dit M. Dei. « Les besoins [de la population] sont de plus en plus importants. Aujourd'hui nous devons investir peut-être 200 millions de dollars pour la nutrition et l'alimentation, mais si nous ne le faisons pas maintenant, ce chiffre va augmenter de façon exponentielle. » [FIN][Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]